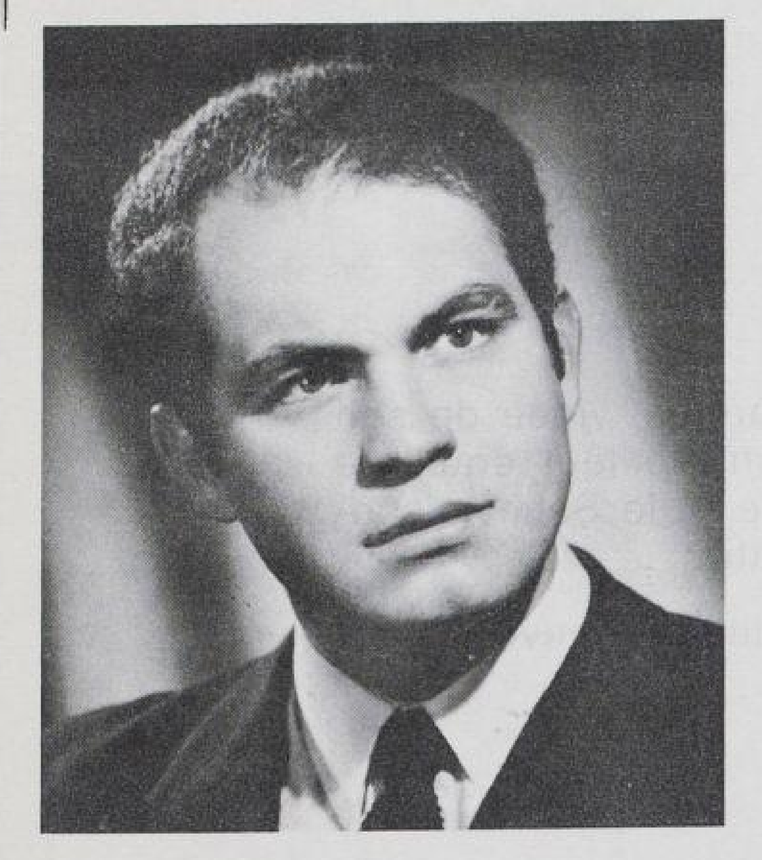
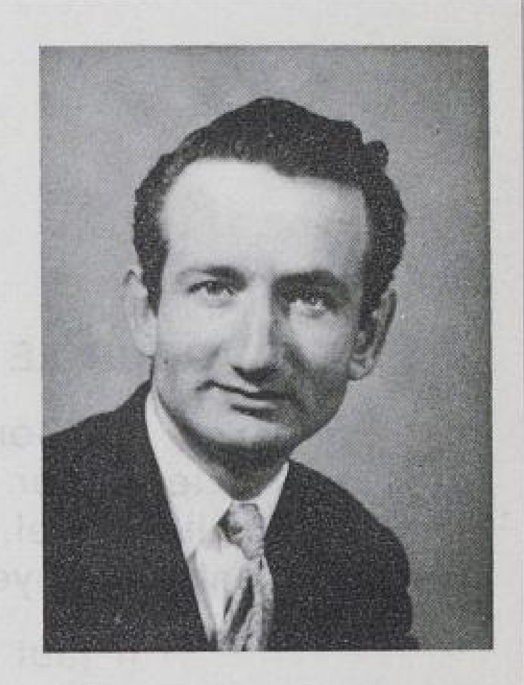


Jacques BIXIO

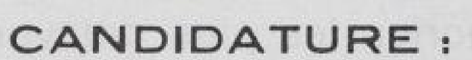


Jean-Paul CALVY

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

6e Circonscription des Alpes-Maritimes

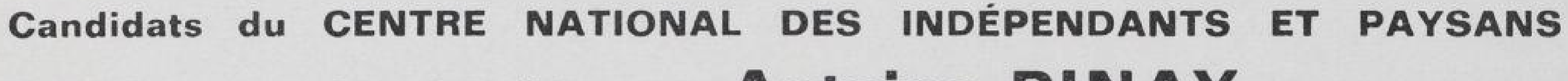


CANDIDATURE :

JACQUES BIXIO

JEAN-PAUL CALVY

suppléant



Candidats du CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

Président d'Honneur : **Antoine PINAY**

Jacques BIXIO est né, à Batna, le 3 septembre 1942. Après des études primaires et secondaires prometteuses, il est plongé dans la tourmente du drame algérien. Engagé volontaire, ses états de service sont excellents. Après l'exode, il s'installe sur la Côte d'Azur, où il a déjà passé une partie de sa jeunesse. Il gère à Nice un cabinet d'assurances prospère.

Jean-Paul CALVY est le petit-fils de Gustave CALVY, ancien maire du Cannet. Industriel parfumeur, résistant, chevalier de l'ordre de Saint-Georges, médaillé de l'industrie chimique, sa famille s'est fixée dans la région grassoise depuis 1630.

Plus jeune candidat de sa circonscription, Jacques BIXIO n'est pas un inconnu dans notre région. Son dynamisme, sa connaissance des hommes, l'expérience acquise dans son cabinet, font de lui un homme écouté et respecté dont on sait apprécier les qualités qu'il met au service de ses compagnons d'infortune et de notre jeunesse.

Membre de l'U.N.C.A.F., membre du Comité de liaison des Amicales des Rapatriés, animateur du Club 72, délégué adjoint au F.N.R. de Nice, monsieur Jacques BIXIO est, en outre, président de la section de karaté des Maisons de la Jeunesse et de la Culture, et vice-président de la section de rugby de Saint-Laurent-du-Var.

A) POUR UNE POLITIQUE LIBERALE

Le 4 mars prochain sera une date décisive pour l'avenir de notre pays. Une chance vous est offerte de mettre fin au pouvoir personnel, au bureaucratisme, au dirigisme économique, en faisant élire des hommes dont le souci majeur est de définir une majorité nouvelle dans laquelle le Parlement exercera sa mission de contrôle, qui sera soucieuse de défendre les libertés personnelles et collectives, la libre entreprise, les valeurs individuelles. Les libéraux de progrès que nous sommes, rejetons à la fois, les abus de la technocratie et la subversion marxiste. Notre ligne de conduite, c'est le libéralisme, notre idéal nous conduira à défendre la liberté contre les désordres, à reéquilibrer l'autorité de l'Etat, à renouer l'Etat avec ses forces vives, à assurer la défense de l'entreprise personnelle et familiale dans les secteurs industriels, commerciaux et agricoles.

B) **POUR LE RESPECT DE LA CONSTITUTION**

La Constitution, que les Français ont approuvée en 1958, a été déformée, vidée de son contenu, par une pratique désastreuse. Il s'agit aujourd'hui de revenir à un meilleur équilibre institutionnel, c'est-à-dire vers un ordre dans lequel l'Assemblée Nationale et le Sénat disposent de moyens efficaces et indispensables pour assurer l'équilibre législatif.

Il faut œuvrer pour la réconciliation nationale, en pratiquant une politique nouvelle pour la jeunesse, les vieux, les catégories les plus défavorisées.

C) **POUR LES RAPATRIES**

Je m'engage devant les Rapatriés à œuvrer inlassablement pour une véritable indemnisation et une amnistie totale.

D) **POUR LA LIBERATION ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE**

Il est urgent d'appliquer les notions de liberté, de dignité et de responsabilité à l'économie. Il s'agit donc, de favoriser une politique de concertation avec les représentants qualifiés du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture, des cadres et professions libérales et d'œuvrer pour la paix sociale, en faisant participer les Travailleurs aux fruits de l'entreprise, de leur assurer des salaires décents, de multiplier les logements sociaux, en leur donnant des dimensions humaines, de promouvoir une véritable formation permanente, gage du progrès et de la promotion sociale.

Le rôle de l'Etat est en la matière l'orientation de l'économie de marché, dans le sens de l'intérêt général, par une planification indicative.

Cette libération économique doit se doubler d'une libération administrative. Le centralisme et la bureaucratie ont conduit au sous-développement de certaines régions. Il faut donc faire participer les Français à l'édification de la France. Certes, le projet de régionalisation existe. Il convient maintenant de l'améliorer et de le mettre en place.

Nous voulons des régions autonomes, dotées d'un maximum de liberté, sur le plan financier, mais qui ne remettent pas en cause l'unité nationale.

Les conseils régionaux devront avoir à leur disposition les moyens leur permettant d'intervenir à toutes les phases de la planification régionale, de contrôler les choix et les réalisations. Enfin, il faut ramener les villes à des dimensions plus humaines, en pratiquant une politique nouvelle en matière d'urbanisme, de conservation de la nature, en préservant efficacement l'harmonie du cadre de notre vie.

E) **POUR LA CONSTRUCTION EUROPEENNE**

La construction de l'Europe a pour nous une signification profonde : la garantie de la paix et de notre sécurité.

Nous sommes liés aux autres Nations de l'Europe par une solidarité de civilisation et de destin.

L'Europe doit renforcer ses liens, établir une unité de vues, d'attitudes et d'actes, qui lui donneront seuls une puissance comparable à celle des Etats-Unis ou de l'Union Soviétique.

Telle est ma ligne de pensée. Telle est ma volonté d'action. En espérant qu'elles seront vôtres le 4 mars prochain.